

L'Italie impose un semi-confinement aux dépens des activités de loisirs

VALÉRIE SEGOND
ROME

À SON TOUR, l'Italie se trouve depuis deux semaines face à une forte recrudescence du nombre de contaminations, qui a conduit le gouvernement à durcir à nouveau les restrictions. Le 25 octobre, le pays enregistrait 21000 nouveaux cas de Covid-19. Surtout, selon la fondation Gimbe, 20,9% des tests réalisés se sont révélés positifs alors que jusqu'au 5 octobre ce taux ne dépassait pas 5%. Le système de traçage dont s'enorgueillissait le ministère de la Santé a donc échoué, et dans certaines régions la situation n'est plus contrôlée. Ainsi, en Ligurie, le taux d'incidence atteint près de 500 cas pour 100000 habitants sur 14 jours, 400 en Lombardie et dans le Piémont, et 350 en Toscane et en Campanie.

Si 95% des 222200 cas actuels sont en quarantaine à domicile, et qu'il n'y a « que » 12000 malades du Covid hospitalisés, dont 1208 en soins intensifs, la situation des hôpitaux apparaît déjà critique tant les admissions progressent vite: le nombre de personnes hospitalisées a été multiplié par trois depuis quinze jours. Le système des soins à domicile ne fonctionnant pas, les hôpitaux qui, cette fois, doivent aussi traiter les autres pathologies, se voient pris d'assaut. « Au rythme actuel, d'ici la mi-novembre les soins

intensifs seront saturés », prédit Carlo Palermo, le secrétaire général du syndicat des médecins hospitaliers Anaa-Assomed.

Le gouvernement indécis

Or, avec l'explosion du nombre de tests réalisés, le système de dépistage lui-même est saturé par manque de réactifs et de laboratoires. Et l'on voit des files d'attente de plusieurs heures aux stations de tests en drive-in, et des personnes qui, avec 38 C de fièvre, doivent désormais attendre 4 ou 5 jours pour se faire tester. La stratégie de dépistage systématique des cas contacts qui s'était avérée gagnante en Vénétie sur de petits nombres se révèle ingérable à grande échelle, l'Italie ne s'y étant pas préparée. Ce qui conduit les gouverneurs à demander que l'on réserve les tests aux personnes avec symptômes. Des appels au recul dans le dépistage jugés « irresponsables » par le virologue de Padoue Andrea Crisanti, qui défend que « le véritable combat contre le virus est un combat contre ceux qui le transmettent ».

Le gouvernement Conte, qui craint qu'un nouveau confinement ne casse la reprise économique, semble indécis. Dans son troisième décret en onze jours, il a imposé un semi-confinement aux activités de

loisir, tentant de préserver jusqu'au bout l'activité économique et l'école. Au programme, la fermeture des activités de loisirs, en particulier des cinémas, théâtres et salles de concert, ainsi que des festivals. Le service sur place dans les bars et restaurants s'arrête à 18 heures. Seuls les magasins et services à la personne sont maintenus ouverts. Et il est « recommandé » de limiter les déplacements au strict nécessaire, et de ne pas recevoir chez soi.

Ce semi-confinement pourrait ne pas suffire, et « si ces mesures sont inefficaces sur la contagion, un confinement total sera inévitable », prédit le représentant des médecins hospitaliers. Le nouveau régime fait pourtant déjà hurler les acteurs de la culture, dont beaucoup se sont endettés pour pouvoir travailler en toute sécurité et ne se remettent pas d'un deuxième confinement. Il a aussi suscité des cortèges de colère à Naples, Terni, Salerne et Catane, qui demandent la « liberté ». Des cortèges rassemblant encore peu de monde, mais infiltrés par l'extrême droite, qui cherche à profiter de la colère pour fragiliser le pouvoir. □

Une file d'attente près d'une station de tests en drive-in, à Rome.
REMO CASILLI/REUTERS



Peso:20%